



<b>PARTIE 1 – LE TAUX D'EXÉCUTION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012.....</b>	<b>2</b>
<b>1. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>2</b>
<b>2. LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>2</b>
<b>3. LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>4. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>PARTIE 2 – L'ÉTUDE DES RÉSULTATS DÉGAGÉS PAR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2012.....</b>	<b>4</b>
<b>1. L'ACTION MUNICIPALE PAR GRANDS SECTEURS.....</b>	<b>4</b>
<b>... ET SES MOYENS DE FINANCEMENT.....</b>	<b>4</b>
<b>2. LA PRÉSENTATION COMPTABLE DE LA GESTION 2012.....</b>	<b>5</b>
<b>3. LA FORMATION DU RÉSULTAT COMPTABLE 2012.....</b>	<b>6</b>
<b>4. LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012 EN MOUVEMENTS RÉELS.....</b>	<b>8</b>
4.1. La section de fonctionnement.....	8
4.2. La section d'investissement.....	9
<b>PARTIE 3 - L'ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉALISATIONS.....</b>	<b>10</b>
<b>1. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>10</b>
1.1. Les dépenses.....	10
1.2. Les recettes.....	12
<b>2. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT.....</b>	<b>18</b>
2.1. Les dépenses d'investissement (hors dette bancaire, mouvements financiers et écriture d'échange).....	18
2.2. Les recettes (hors mouvements financiers et écriture d'échange).....	20
2.3. Les échanges immobiliers avec soulte.....	21
<b>3. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE.....</b>	<b>21</b>
3.1. La dette.....	21
3.2. La trésorerie .....	22
3.3. Les frais et les produits financiers (comptes 668 et 768).....	22
<b>PARTIE 4 – LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES.....</b>	<b>23</b>
<b>1. LE SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES.....</b>	<b>23</b>
<b>2. LE PALAIS OMNISPORTS MARSEILLE GRAND-EST.....</b>	<b>24</b>
<b>3. LE STADE VÉLODROME.....</b>	<b>25</b>
<b>4. LES ESPACES ÉVÈNEMENTIELS.....</b>	<b>26</b>
<b>5. LE PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI.....</b>	<b>27</b>



## Introduction

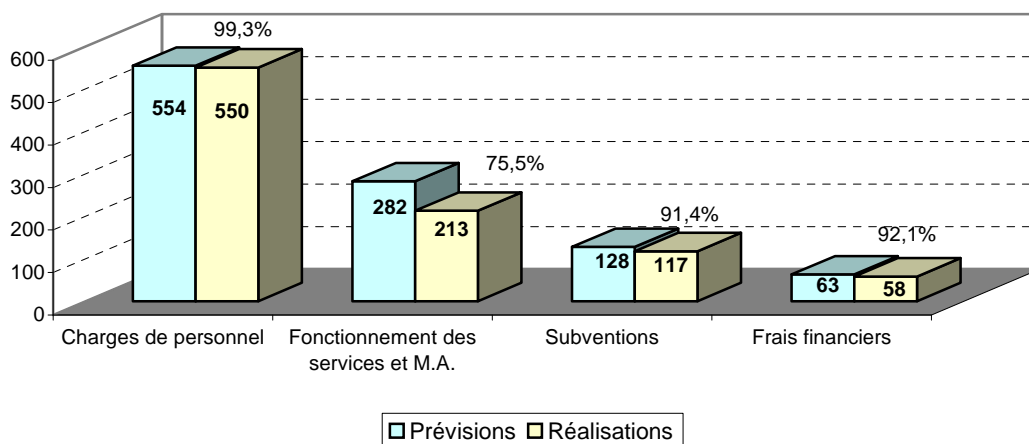
*Le Compte Administratif 2012 traduit le dynamisme de l'action municipale en faveur du renouveau de Marseille.*

*Un haut niveau d'investissement a été maintenu - 214,5 millions d'euros -, pour répondre aux enjeux de développement de la ville et de qualité du service rendu aux Marseillais, tout en préparant le grand évènement de l'année Capitale Européenne de la Culture.*

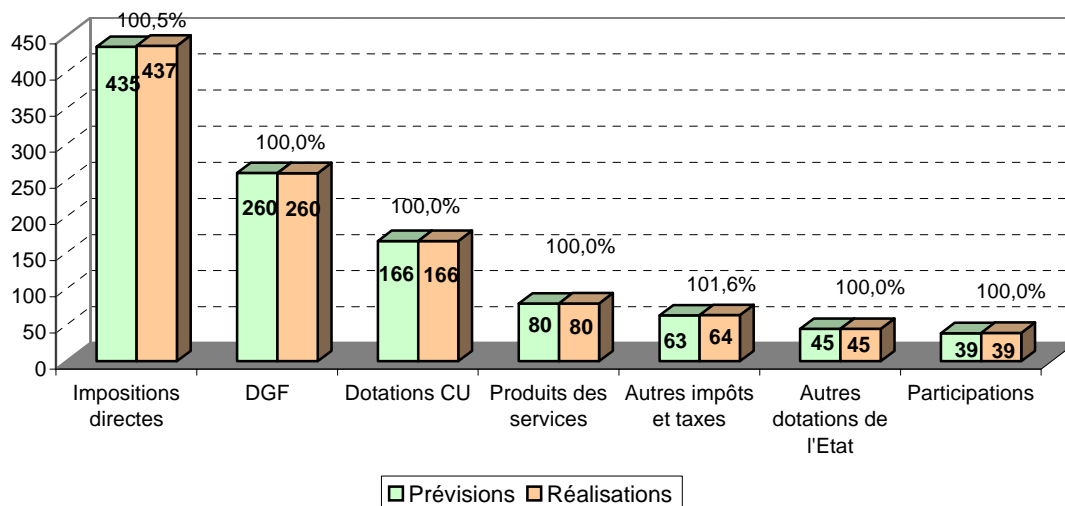
*En parallèle, la Municipalité a poursuivi une gestion active et équilibrée de la dette et a stabilisé la fiscalité directe locale.*

## PARTIE 1 - LE TAUX D'EXÉCUTION DU COMPE ADMINISTRATIF 2012

### 1 . LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

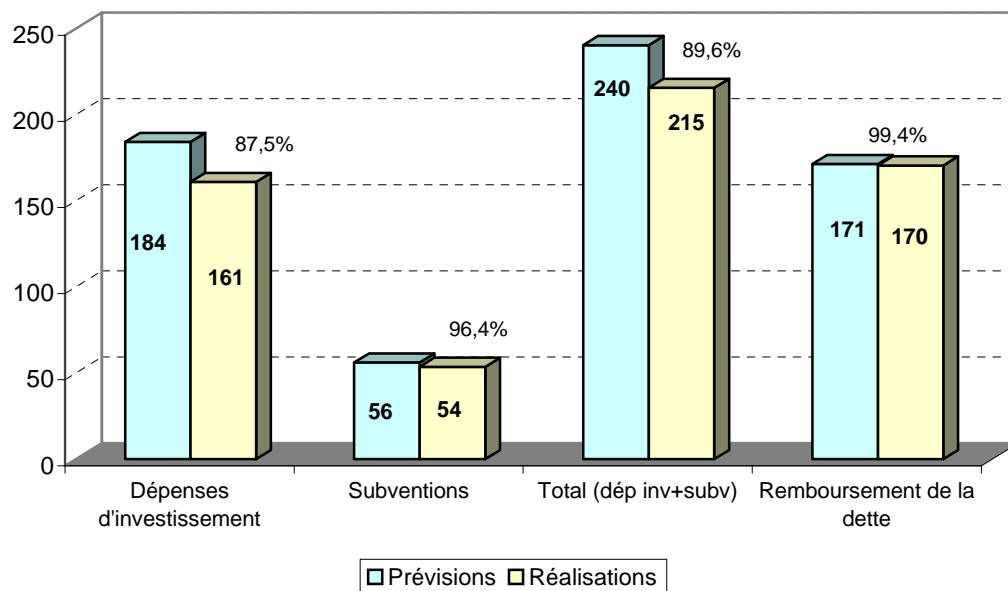


### 2 . LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT



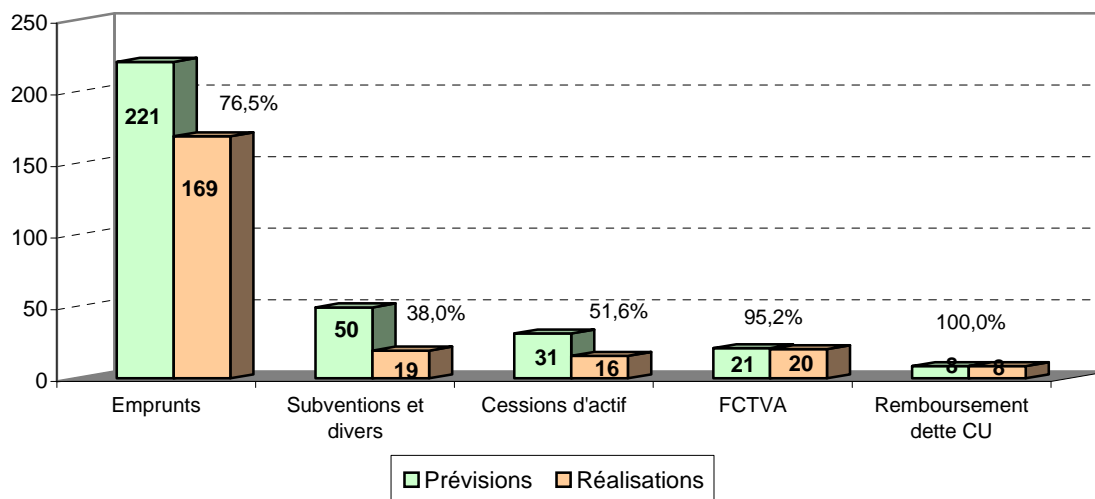
### 3 . LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

---



### 4 . LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

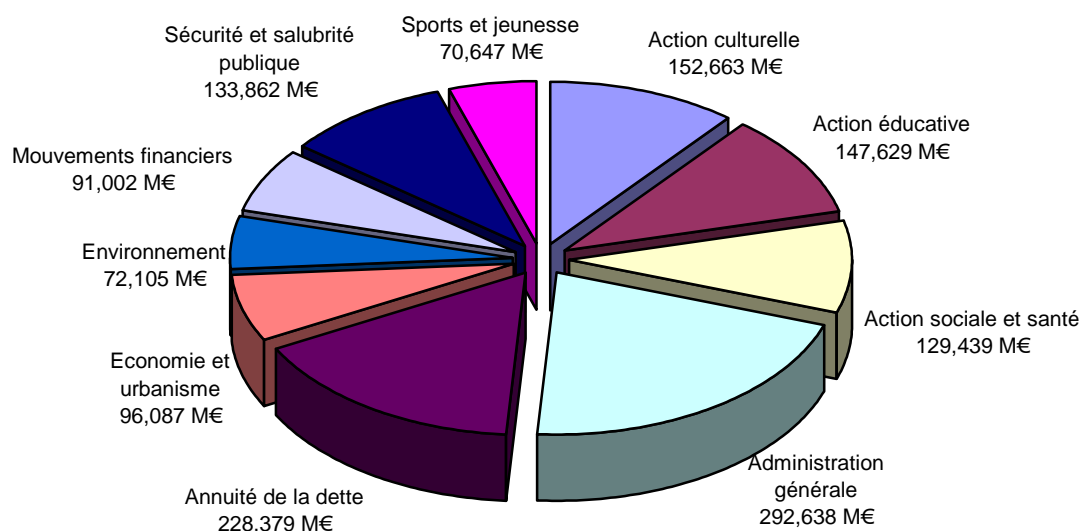
---



## PARTIE 2 - L'ETUDE DES RESULTATS DEGAGES PAR LE COMPTE ADMINISTRATIF 2012

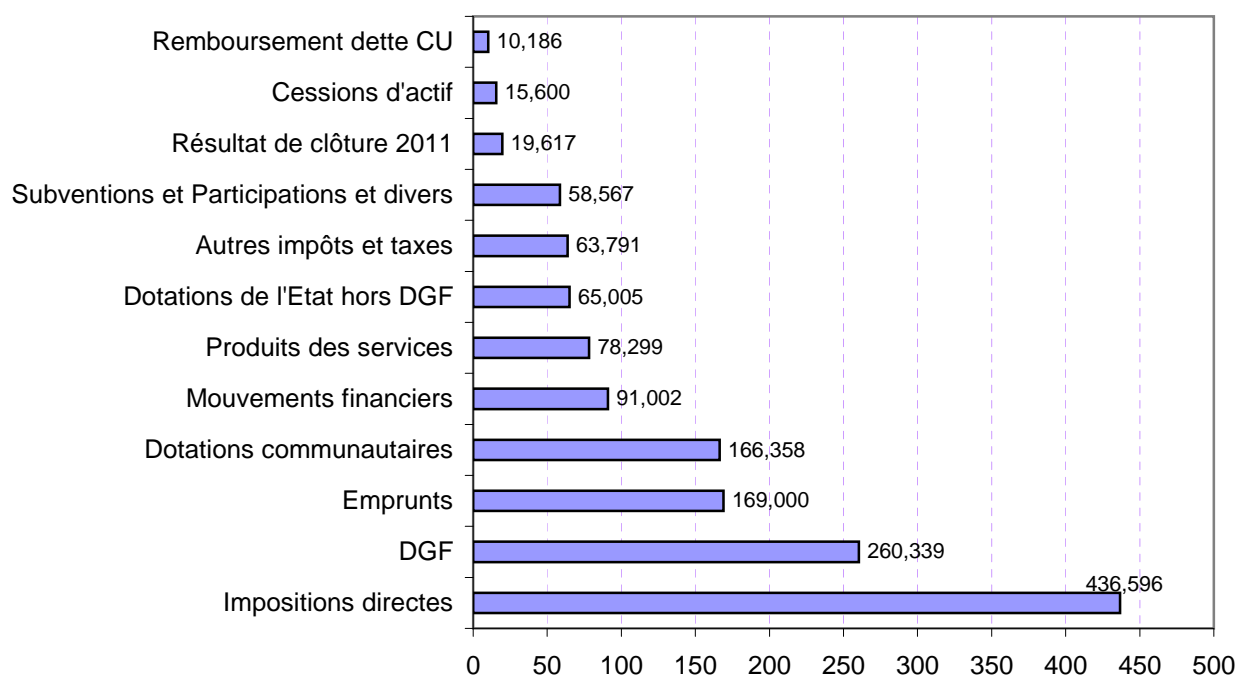
### 1 . L'ACTION MUNICIPALE PAR GRANDS SECTEURS...

Le compte administratif 2012 sur l'ensemble des deux sections, en mouvements réels hors restes à réaliser, s'élève en dépenses à 1 414 d'€ (contre 1 380 M d'€ en 2011), réparties de la manière suivante :



### ... ET SES MOYENS DE FINANCEMENT

Les moyens de financement du compte administratif 2012, pour l'ensemble des deux sections, en mouvements réels y compris le résultat antérieur, s'élèvent en recettes à 1 434 M d'€ (contre 1 399 M d'€ en 2011), réparties de la manière suivante :



## 2 - LA PRESENTATION COMPTABLE DE LA GESTION 2012

### FONCTIONNEMENT

#### OPERATIONS REELLES

Charges de Personnel	550,449	Dotation Globale de Fonctionnement	260,339
Fonctionnement des Services et M.A.	212,736	Autres dotations de l'Etat	44,695
Subventions	117,434	Dotations communautaires	166,358
Frais Financiers	57,961	Participations	39,177
		Impositions directes	436,596
		Autres impôts et taxes	63,791
		Produits des services	80,014
		Cessions d'actif	18,033
<b>DEPENSES REELLES</b>	<b>938,580</b>	<b>RECETTES REELLES</b>	<b>1 109,003</b>

#### OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION à SECTION

Cessions d'actif (+ value)	19,802	Cessions d'actif (- value)	1,769
Dotations aux Amortissements & Provisions	61,495	Subv. d'inv. Transférées	2,358
<b>DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>81,297</b>	<b>RECETTES D'ORDRE</b>	<b>4,127</b>

<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>1 019,877</b>	<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>1 113,130</b>
-------------------------------	------------------	-------------------------------	------------------

<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1 019,877</b>	Excédent de fonctionnement 2011 reporté	103,506
		<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>1 216,636</b>

Excédent de fonctionnement 2012 **196,759**

### INVESTISSEMENT

#### OPERATIONS REELLES

Remboursement de la Dette	170,418	Remboursement dette CU	8,471
Echange d'actif	4,266	F.C.T.V.A.	20,310
Dépenses d'investissement	160,892	Subventions et divers	19,390
Subventions	53,559	Emprunts	169,000
Mouvements Financiers	91,002	Mouvements Financiers	91,002
		Vente à tempérament	1,833
<b>DEPENSES REELLES</b>	<b>480,137</b>	<b>RECETTES REELLES</b>	<b>310,006</b>

#### OPERATIONS PATRIMONIALES

<b>63,412</b>	<b>63,412</b>
---------------	---------------

#### OPERATIONS D'ORDRE DE SECTION à SECTION

Cessions d'actif (- value)	1,769	Cessions d'actif (+ value)	19,802
Subv. d'inv. transférées	2,358	Amortissements & Provisions	61,495
<b>DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>4,127</b>	<b>RECETTES D'ORDRE</b>	<b>81,297</b>

<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>547,676</b>	<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>454,715</b>
-------------------------------	----------------	-------------------------------	----------------

Déficit d'investissement 2011 reporté	191,658	Affectation du résultat 2011	107,769
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>739,334</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>562,484</b>

Déficit d'investissement 2012 **176,850**

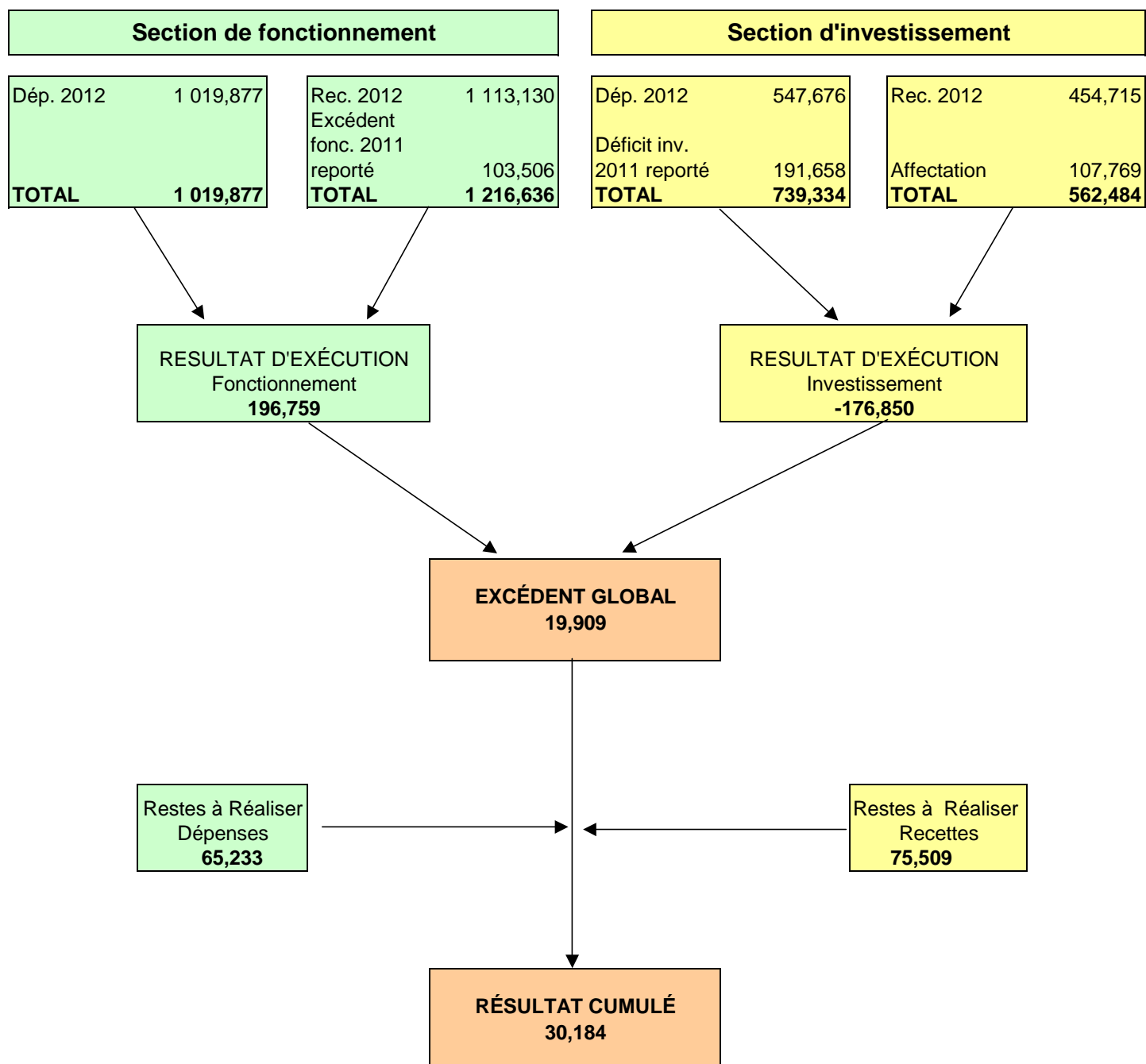
### FONCTIONNEMENT + INVESTISSEMENT

**TOTAL GENERAL DES DEPENSES** **1 759,211**

**TOTAL GENERAL DES RECETTES** **1 779,120**

**EXCEDENT GLOBAL DE CLÔTURE** **19,909**

### 3. LA FORMATION DU RÉSULTAT COMPTABLE





En 2012, la section d'investissement, après report du déficit 2011, soit 191,658 M d'€, présente un résultat d'exécution négatif de 176,850 M d'€. En fonctionnement, l'excédent reporté 2011, soit 103,506 M d'€, augmenté du résultat de l'exercice 2012, affiche un excédent de 196,759 M d'€. Avant restes à réaliser, l'excédent global du Compte Administratif 2012 s'élève donc à 19,909 M d'€.

La prise en compte des dépenses engagées non mandatées n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre (soit 65,233 M d'€ en fonctionnement) et des recettes certaines dont le titre n'a pas été émis à l'issue de l'exercice (soit 75,509 M d'€ en investissement) permet d'établir un résultat cumulé 2012 excédentaire à 30,184 M d'€. Ces restes à réaliser concernent les postes suivants :

**⇒ en dépenses de fonctionnement :**

– le contingent d'aide sociale	29,484 M d'€
– le fonctionnement des Services	28,687 M d'€
– les subventions de fonctionnement	5,461 M d'€
– le personnel	1,601 M d'€

**⇒ en recettes d'investissement :**

– les subventions à percevoir	20,292 M d'€
– les emprunts restant à réaliser	52,000 M d'€
– les créances à l'égard des tiers	3,217 M d'€

Les subventions à percevoir s'appuient sur des arrêtés dûment notifiés à la Ville, non encore recouverts à ce jour mais susceptibles de l'être dans le courant de l'exercice 2013 compte tenu des dépenses réalisées.

La Ville a souscrit des contrats pour couvrir le report d'emprunt. Ils seront mobilisés en fonction des besoins de trésorerie de la Ville.

Les créances à l'égard des tiers concernent des travaux effectués pour le compte de tiers défallants, notamment dans le cadre des pouvoirs de police du Maire.

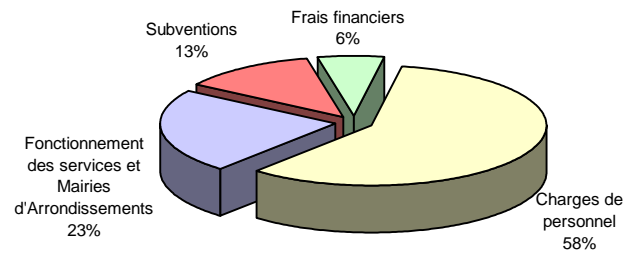
## 4 . LA STRUCTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2012 EN MOUVEMENTS REELS

### 4.1. La section de fonctionnement

#### 4.1.1. Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

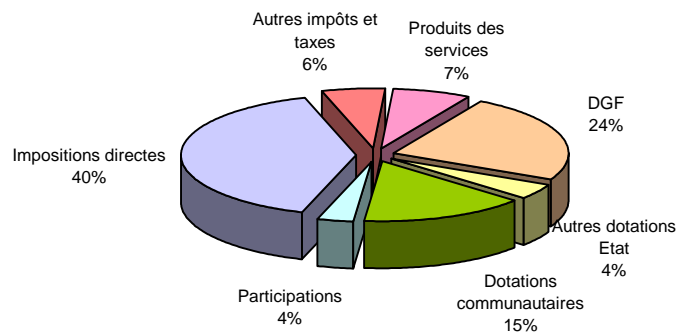
Charges de personnel	550,449
Fonctionnement des services et Mairies d'Arrondissements	212,736
Subventions	117,434
Frais financiers	57,961
<b>Total</b>	<b>938,580</b>



#### 4.1.2. Les recettes

Les recettes réelles de fonctionnement se répartissent de la manière suivante :

DGF	260,339
Autres dotations Etat	44,695
Dotations communautaires	166,358
Participations	39,177
Impositions directes	436,596
Autres impôts et taxes	63,791
Produits des services	80,014
<b>Total</b>	<b>1 090,970</b>



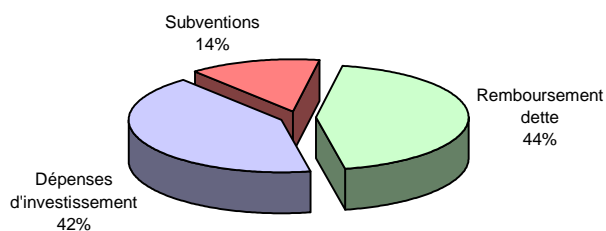
## 4.2. La section d'investissement

---

### 4.2.1. Les dépenses

Les dépenses réelles d'investissement, hors mouvements financiers, se répartissent de la manière suivante :

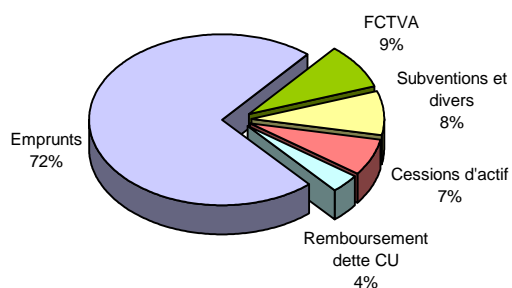
Remboursement dette	170,418
Dépenses d'investissement	160,892
Subventions	53,559
	<b>384,869</b>



### 4.2.2. Les recettes

Les recettes réelles d'investissement, hors mouvements financiers, se répartissent de la manière suivante :

FCTVA	20,310
Subventions et divers	19,390
Cessions d'actif	15,600
Remboursement dette C.U.	8,471
Emprunts	169,000
	<b>232,771</b>



## 1. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1.1. Les dépenses

Les dépenses réelles de fonctionnement, qui s'élèvent à 938,580 M d'€, se répartissent de la manière suivante :

	CA 2011	CA 2012	Variation
Charges de personnel	538,082	550,449	2,30 %
Fonctionnement des Services	195,615	200,270	2,38 %
Dotations aux arrondissements	12,243	12,466	1,82 %
Subventions	107,011	117,434	9,74 %
Frais financiers	58,898	57,961	- 1,59 %
<b>TOTAL</b>	<b>911,849</b>	<b>938,580</b>	<b>2,93 %</b>

#### 1.1.1. Les charges de personnel

Le taux de réalisation du budget alloué pour les charges de personnel s'établit à 99,31 %. Ce taux est légèrement supérieur à celui du Compte Administratif 2011 (99,15 %).

Au 31 décembre 2012, l'effectif du personnel permanent totalisait 11 630 agents, contre 11 556 au 31 décembre 2011.

La progression nominale des charges de personnel de 2,30 % (soit 12,367 M d'€) doit être ramenée à 0,3 % en tenant compte de l'inflation. L'analyse des différentes composantes de ce poste qui constitue 58 % du budget de fonctionnement est révélatrice d'une maîtrise du poste personnel.

#### ► Le personnel permanent : 426,848 M d'€, soit + 1,68 %

En évolution réelle, la charge des dépenses de personnel permanent diminue de 0,3 % malgré une balance des effectifs impactée à la hausse par le recrutement des policiers municipaux mais atténuée par une baisse consécutive au transfert volontaire de personnels vers l'établissement public constitué pour l'ESADMM (École Supérieure d'Art et de Design Marseille-Méditerranée).

Par ailleurs, la dépense globale a été affectée par les facteurs structurels d'évolution tels que l'augmentation du minimum de traitement de la fonction publique (+ 2,1 % au 01/12/11 et + 0,3 % au 01/01/12) à laquelle s'ajoutent le GVT (Glissement Vieillesse Technique), la GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) et la progression du régime indemnitaire.

#### ► Le personnel non permanent : 25,938 M d'€, soit + 5,77 %

Malgré la création de l'établissement public de l'ESADMM, impliquant la suppression de 0,207 M d'€ sur ce poste budgétaire, le nombre d'agents non permanents progresse notamment sur les secteurs particuliers :

- vacataires de Mairies de Secteur : + 11,76 %, soit + 0,613 M d'€,
- Service de la Jeunesse : + 19,10 %, soit + 0,411 M d'€ qui assume la charge des AEH (Accompagnateurs d'Enfants Handicapés) durant les périodes de restauration scolaire (0,130 M d'€) mais aussi du fait de l'augmentation du SMIC,
- reconstitution d'un contingent de saisonniers par le Service des Traitements de la Direction des Ressources Humaines + 92,14 % soit + 0,240 M d'€ du fait de l'après passage des ex vacataires de l'éducation en personnel permanent,

- Musées : en corrélation avec les expositions, + 36,61 % soit + 0,148 M d'€, ainsi que l'Opéra + 1,24 % soit + 0,141 M d'€ (spectacles exceptionnels),
- Bataillon de Marins-Pompiers : l'effectif de personnel contractuel et notamment les médecins urgentistes remplaçant des médecins territoriaux sortant de l'effectif de la Ville a enregistré une évolution de + 5,03 %, soit + 0,116 M d'€.

### ► Les charges communes : 18,438 M d'€, soit + 7,02 %

Elles regroupent les frais de personnel assimilés imputés sur le budget de la DRH pour les titres restaurant, les titres de transport du personnel, le fonds de compensation au supplément familial, les participations aux mutuelles, les allocations chômage ainsi que les frais d'exams médicaux ou de type « pharmacie et médecine du travail ».

L'augmentation est principalement liée aux titres restaurant, avec + 1,254 M d'€ (+ 10,43 %) du fait d'un glissement de charge de l'exercice 2011 sur 2012.

### ► Le personnel extérieur : 79,224 M d'€, soit + 3,50 %

Pour 98,5 %, cette charge est constituée du remboursement à la Marine Nationale du personnel militaire du Bataillon de Marins-Pompiers dont la Ville a la charge et dans une moindre mesure du paiement des études surveillées et de la surveillance des cantines par le personnel non municipal des écoles.

## 1.1.2. Le fonctionnement des Services

	CA 2011	CA 2012	Variation
Dépenses courantes de fonctionnement	190,610	191,357	0,39%
Charges exceptionnelles	5,005	8,913	78,08%
<b>Sous-total</b>	<b>195,615</b>	<b>200,27</b>	<b>2,38%</b>
Dotations aux arrondissements	12,243	12,466	1,82%
<b>TOTAL</b>	<b>207,858</b>	<b>212,736</b>	<b>2,35%</b>

L'ensemble des crédits alloués aux Services pour leur fonctionnement, à l'exclusion des crédits de personnels et de subventions, s'est exécuté à 75,4 %, soit 212,736 M d'€, pour un alloué de 282,247 M d'€.

### ► Les dépenses courantes et exceptionnelles de fonctionnement

À l'exception des charges exceptionnelles non prévisibles par nature, la quasi stabilité de ce poste traduit la volonté affichée depuis plusieurs années de maîtrise du budget de fonctionnement. La faible augmentation des dépenses des services, + 0,39 %, est la traduction financière des efforts de gestion accomplis par les acteurs du budget.

En tenant compte de l'inflation de 2 % enregistrée entre 2011 et 2012, les charges des Services affichent même une inflexion de 1,58 %.

Seules 2/5<sup>èmes</sup> de ces dépenses augmentent et sont des charges contraintes telles que :

- les fluides (carburant, énergie et télécommunications) + 1,208 M d'€,
- les charges locatives + 0,857 M d'€,
- les frais de gardiennage + 4,892 M d'€, en raison d'un glissement de 2,982 de 2011 sur 2012,
- le pluvial + 0,731 M d'€,
- les dépenses liées aux expositions + 0,553 M d'€,
- les dépenses de services bancaires liées aux emprunts obligataires + 0,455 M d'€,
- la contribution aux écoles privées + 1,020 M d'€,
- les charges exceptionnelles telles que les frais de contentieux + 3,730 M d'€ et les titres annulés + 0,962 M d'€.

En revanche, pour les près de 3/5<sup>èmes</sup> de dépenses restantes, s'observe une maîtrise voire même une diminution par souci d'économie.

Pour exemple, les annonces et insertions relatives à la publication des marchés diminuent de 1,105 M d'€.

### ► Les dotations aux Mairies d'arrondissements

Les dotations financières allouées aux Mairies d'Arrondissements pour leur fonctionnement ont augmenté de 1,82 % soit + 0,223 M d'€, résultat de la variation de l'inventaire des équipements transférés et de l'application d'un taux d'inflation prévisionnel de 1,75 % lors du budget primitif.

Si l'on rajoute aux dotations (12,466 M d'€) les charges de personnel (permanents et vacataires), les dépenses de fonctionnement des Mairies d'Arrondissements représentent 51,290 M d'€ en 2012, soit 5,5 % des dépenses réelles de fonctionnement de la Ville (contre 5 % en 2008).

#### 1.1.3. Les subventions de fonctionnement et en annuités

	CA 2011	CA 2012	Variation
Subventions de fonctionnement	106,799	117,322	9,85%
Subventions en annuités	0,212	0,112	- 47,17%
<b>TOTAL</b>	<b>107,011</b>	<b>117,434</b>	<b>9,74%</b>

Les subventions de fonctionnement prévues ont été réalisées au cours de l'exercice à 91,4 %. Les principales évolutions se concentrent sur les actions suivantes :

- Association Marseille-Provence 2013 : + 2,869 M d'€
- ESADMM devenue établissement public : + 2,663 M d'€
- Budgets annexes Vélodrome, Espace Événementiels pour couverture des amortissements de biens et d'emprunts et Palais Omnisports Marseille Grand-Est : + 3,947 M d'€
- Forum Mondial de l'Eau : + 1,000 M d'€
- Maisons Pour Tous : + 1,061 M d'€

#### 1.1.4. Les frais financiers

L'ensemble des frais financiers s'établit à 57,961 M d'€ en 2012. Ce montant intègre les intérêts courus non échus (ICNE) évalués à 1,769 M d'€, qui sont comptabilisés en opération réelle depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

L'évolution des intérêts de la dette hors ICNE est en diminution de 3,283 M d'€, soit - 5,94 %, passant de 58,455 M d'€ en 2011 à 55,172 M d'€ en 2012.

Cette diminution s'explique notamment par la baisse des taux amorcée fin 2011, qui s'est accentuée au cours de 2012, impactant dès lors la part de l'encours à taux variable. Elle s'explique également par le fait que la Ville a limité le recours à ses lignes de trésorerie en raison de l'encaissement dès le mois de juillet 2012 de l'émission obligataire.

## 1.2. Les recettes

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1 090,970 M d'€ en augmentation de 1,71 % par rapport au CA 2011 à périmètre équivalent (hors cessions d'actifs) et s'exécutent à 100,3 % par rapport à la prévision budgétaire de l'exercice.

	2011	2012	Variation
<b>Dotation Globale de Fonctionnement</b>	<b>257,406</b>	<b>260,339</b>	<b>1,14 %</b>
Dotation forfaitaire	193,430	193,393	- 0,02 %
D S U C S	48,711	51,673	6,08 %
DNP	15,223	15,200	- 0,15 %
DGF permanents syndicaux	0,042	0,073	73,81 %
<b>Autres dotations de l'État</b>	<b>42,302</b>	<b>44,695</b>	<b>5,66%</b>
Compensation TH et foncier bâti	29,003	33,351	14,99%
Autres compensations et péréquations	10,188	8,239	- 19,13%
Dotation Générale de Décentralisation	2,880	2,892	0,42%
Dotation Spéciale « Instituteurs »	0,231	0,213	- 7,79%
<b>Dotations communautaires</b>	<b>163,861</b>	<b>166,358</b>	<b>1,52%</b>
Attribution de compensation	157,670	157,670	0,00%
Dotation de solidarité communautaire	6,191	6,191	0,00%
Fonds national de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales	0,000	2,497	
<b>Participations</b>	<b>37,737</b>	<b>39,177</b>	<b>3,82 %</b>
<b>Sous-total ressources externes : 47 %</b>	<b>501,306</b>	<b>510,569</b>	<b>1,85 %</b>
<b>Impôts et taxes</b>	<b>489,291</b>	<b>500,387</b>	<b>2,27 %</b>
Impositions directes	423,849	436,596	3,01 %
Autres impôts et taxes	63,500	60,936	- 4,04 %
Rôles supplémentaires	1,942	2,855	47,01 %
<b>Produits des services</b>	<b>82,032</b>	<b>80,014</b>	<b>- 2,46 %</b>
Produits des services et du domaine	46,458	45,386	- 2,31 %
Autres produits de gestion courante	30,395	29,839	- 1,83 %
Produits financiers	2,859	2,315	- 19,03 %
Produits exceptionnels	1,371	1,586	15,68 %
Atténuations de charges	0,949	0,888	- 6,43 %
<b>Sous-total ressources internes : 53 %</b>	<b>571,323</b>	<b>580,401</b>	<b>1,59 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 072,629</b>	<b>1 090,970</b>	<b>1,71 %</b>

## 1.2.1. La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

	CA 2011	CA 2012
<b>Dotation forfaitaire</b>	<b>193,430</b>	<b>193,393</b>
Dotation de base	111,647	111,609
Dotation de garantie	77,497	77,497
Compensation des baisses de DCTP	4,209	4,209
Dotation superficie	0,077	0,078
<b>DSUCS</b>	<b>48,711</b>	<b>51,673</b>
<b>DNP</b>	<b>15,223</b>	<b>15,200</b>
<b>DGF permanents syndicaux</b>	<b>0,042</b>	<b>0,073</b>
<b>TOTAL</b>	<b>257,406</b>	<b>260,339</b>

Le montant de la dotation globale de fonctionnement est désormais fixé chaque année par la loi de finances. Il n'existe plus de règle d'indexation de cette enveloppe.

### ► La dotation forfaitaire

Globalement, elle reste quasiment stable, - 0,02 %, avec un montant notifié en 2012 de 193,393 M d'€ :

⇒ **la dotation de base** : seule cette composante a légèrement baissé de 0,03 %.

⇒ **la dotation de superficie** : le gel à 5,37 € par hectare de cette dotation explique sa stabilité,

⇒ **la compensation de baisse de DCTP** : le gel de cette dotation prévu par le législateur a conduit à la reconduction du montant 2011,

⇒ **la dotation de garantie** : seules les communes dont le potentiel fiscal par habitant était égal ou supérieur à 0,9 fois le potentiel fiscal moyen national ont subi un écrêtement. La faiblesse du potentiel fiscal de Marseille (624,633 € contre 764,046 au niveau national) a permis le maintien du montant 2011.

### ► La Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale

L'État a abondé cette l'enveloppe de 60 M d'€ (soit une augmentation de 4,6 %) à répartir entre les 250 premières villes éligibles à la dotation. Marseille, située au 244<sup>ème</sup> rang, a donc bénéficié d'une augmentation de 6,08 %, soit + 2,962 M d'€.

### ► La dotation nationale de péréquation (DNP)

Cette dotation vise principalement à corriger les insuffisances de potentiel financier entre les communes de même strate démographique (+ 200 000 habitants dont Paris).

À l'intérieur de l'enveloppe gelée mise en répartition auprès des communes, Marseille a connu une progression de son potentiel financier par habitant (de 845,84 €/hab en 2001 à 954,40 €/hab en 2012) parallèlement à la progression du potentiel financier moyen de la strate (de 1 387,46 € en 2011 à 1 561,92 €/hab en 2012).

En conséquence, son écart au potentiel fiscal moyen est resté relativement stable, passant de 39,04 % à 38,9 %. Cette relative stabilité n'a donc qu'un effet marginal sur le montant de la DNP, en baisse de 0,023 M d'€.



## ► La DGF des permanents syndicaux

Cette dotation est fonction de l'effectif de personnel municipal mis à disposition des organisations syndicales.

Par le versement d'un reliquat de la précédente périodicité, ce poste augmente de 0,031 M d'€, passant de 0,042 M d'€ en 2011 à 0,073 M d'€ en 2012.

## 1.2.2. Les autres dotations de l'État

### ► La compensation Taxe d'Habitation et Foncier Bâti

Pour 2012, son montant s'élève à 33,351 M d'€, soit une augmentation de 14,99 % (+ 4,348 M d'€) par rapport à 2011. Cette forte majoration est la conséquence de l'effet positif de l'évolution des bases d'imposition obtenue par réduction de l'Abattement Général à la Base qui a entraîné corrélativement une augmentation des bases exonérées entrant dans le calcul des compensations.

### ► Les autres compensations et péréquations

Ce poste enregistre une perte de 1,955 M d'€ (soit - 14,70 % par rapport à 2011) sur les principales dotations suivantes :

⇒ **la dotation de compensation de la taxe professionnelle** : variable d'ajustement de l'enveloppe normée des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales en 2012, sa forte diminution sur le plan national s'est traduite pour Marseille par une perte de 1,510 M d'€, soit - 16,40 %,

⇒ **la dotation de recensement et la compensation à la baisse des droits de mutation** : ces dotations diminuent de 2,62 %, passant de 0,267 M d'€ en 2011 à 0,260 M d'€ en 2012 du fait notamment de la réalisation d'une enquête spécifique demandée par l'INSEE qui avait permis en 2011 une recette particulière non reconduite en 2012,

⇒ **la compensation à la suppression de la taxe sur les appareils automatiques** : cette compensation qui était basée sur le produit 2006 de la taxe sur les spectacles a été supprimée par la loi de finances de 2012 afin de faire participer les collectivités locales à la réduction du déficit national. La conséquence de cette mesure pour Marseille est une perte de 0,300 M d'€,

⇒ **la dotation pour les titres sécurisés** : elle est versée aux communes qui se sont équipées de stations d'enregistrement de demandes de passeports biométriques. Cette indemnité s'établit à 0,282 M d'€ en 2012 comme en 2011.

### ► La Dotation Générale de Décentralisation (DGD)

Malgré le gel des dotations, la DGD augmente légèrement de 0,42 % grâce notamment à une nouvelle dotation destinée à financer les charges assumées par la Commune du fait du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation.

Les reversements de DGD d'un montant total de 2,892 M d'€ en 2012 ont porté sur :

– la DGD Hygiène	2,832 M d'€
– la DGD Assurances	0,054 M d'€
– la DGD Transfert de compétences	0,006 M d'€

### ► La Dotation Spéciale Instituteurs (DSI)

Elle s'est établie pour 2012 à 0,213 M d'€. La baisse récurrente de la DSI (- 0,018 M d'€ en 2012, soit - 7,79 %) résulte de l'extinction progressive du corps des instituteurs intégré dans le corps des professeurs des écoles, catégorie n'ouvrant plus droit à logement de fonction.

### 1.2.3. Les dotations communautaires

#### ► L'attribution de compensation

En l'absence de nouveaux transferts de charges de la Ville de Marseille vers la Communauté Urbaine depuis la création de celle-ci en 2001, l'attribution de compensation reste inchangée à hauteur de 157,670 M d'€.

#### ► La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

La dotation 2012 reste stable à 6,191 M d'€.

#### ► Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Cette dotation de péréquation horizontale qui instaure la solidarité entre les collectivités a été créée par la loi de finances pour 2012 de façon à pallier les inégalités de ressources entre les territoires, survenues notamment avec la réforme de la fiscalité qui a supprimé la taxe professionnelle.

L'objectif de péréquation a été fixé au niveau national de 2012 à 2015 respectivement à 150, 360, 570 et 780 M d'€ pour atteindre 1 milliard d'€ en régime de croisière en 2016.

Le montant de 5,5 M d'€ attribué à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis une redistribution pour Marseille à hauteur de 2,497 M d'€.

Au total, les dotations versées par la Communauté Urbaine ne représentent plus que 15 % des recettes réelles de fonctionnement de la Ville en 2012 contre un peu plus de 20 % en 2002.

### 1.2.4. Les participations

Ce poste enregistre une hausse de 3,82 % (+ 1,440 M d'€), passant de 37,737 M d'€ en 2011 à 39,177 M d'€ en 2012, avec des variations contrastées. La hausse de certaines participations compense la baisse des participations de l'État, les principales participations ayant été versées par :

- CAF pour les crèches	+ 0,976 M d'€
- CAF pour le contrat Enfance/Jeunesse	+ 0,758 M d'€
- Communauté Urbaine MPM pour le Bataillon de Marins-Pompiers	+ 0,737 M d'€
- participation de l'État pour l'ESADMM devenue établissement public	- 0,723 M d'€
- participation de l'État pour contentieux du transfert de charges des cartes nationales d'identité	- 0,509 M d'€

### 1.2.5. Les impôts et taxes

#### ► Les impositions directes

Les impôts perçus par la Ville de Marseille (Taxe d'Habitation, Foncier Bâti, Foncier Non Bâti) connaissent une progression de 3,01 %, soit + 12,747 M d'€ entre 2011 et 2012, passant de 423,849 M d'€ à 436,596 M d'€ (hors rôles supplémentaires).

Cette évolution est le résultat cumulé de plusieurs facteurs :

⇒ l'actualisation forfaitaire des bases, grâce à un coefficient d'actualisation de 1,018 voté en loi de finances pour 2012,

⇒ la variation physique de la matière imposable de + 0,85 %, avec une progression de 0,56 % de la base de taxe d'habitation, 1,21 % de la base du foncier bâti et 1,18 % de la base du foncier non bâti.

## ► Les autres impôts et taxes

Ils affichent une baisse de 2,564 M d'€, provenant notamment de la baisse de 10 % des droits de mutation soit - 3,190 M d'€, résultat de la situation conjoncturelle actuelle. Cette baisse est cependant atténuée par une augmentation de la taxe sur la publicité de 17,4 %, soit + 0,512 M d'€.

Les rôles supplémentaires augmentent de 47,01 % (+ 0,914 M d'€), passant de 1,942 M d'€ en 2011 à 2,855 M d'€ en 2012.

	2011	2012	Variation
Taxe additionnelle aux droits de mutation	31,915	28,725	- 10,00%
Taxe sur certaines fournitures d'électricité	14,134	14,107	- 0,19%
Taxe sur la publicité	2,936	3,448	17,44%
Taxe de séjour	2,030	2,087	2,81%
Taxes funéraires	1,356	1,386	2,21%
Taxes diverses	11,129	11,183	0,49%
<b>TOTAL</b>	<b>63,500</b>	<b>60,936</b>	<b>- 4,04%</b>

### 1.2.6. Les produits des services

Ce poste qui atteint 80,014 M d'€ est en diminution de 2,018 M d'€, soit - 2,46 %, avec des variations différentes selon les composants.

#### ► Les produits du service et du domaine

Ce poste atteint 45,386 M d'€ en 2012 contre 46,458 M d'€ en 2011, soit une baisse de 1,072 M d'€ (- 2,31 %). Les principales variations sur ce poste portent sur :

- le remboursement en 2011 par les Budgets Annexes du Stade et du Pharo des frais de fonctionnement assurés par le Budget Général pour le 1<sup>er</sup> trimestre - 0,934 M d'€
- l'activité de la fourrière en raison d'un fort rattrapage sur les abandons de véhicules réalisé en 2011 - 0,818 M d'€
- la mutualisation des services téléphonique avec la CU qui a pris fin en 2011 - 0,346 M d'€
- les redevances et droits des services à caractère culturel dont l'ESADMM devenue établissement public - 0,438 M d'€
- la vente des concessions dans les cimetières - 0,308 M d'€
- le remboursement par la Préfecture des opérations de mises sous plis des professions de foi électorales + 0,489 M d'€
- la participation des familles dans les crèches + 0,422 M d'€
- le remboursement par l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille des transports de blessés domicile/hôpital par le Bataillon de Marins-Pompiers (rattrapage) + 0,351 M d'€

#### ► Les autres produits de gestion courante

Malgré la conjoncture de crise actuelle et son impact visible sur l'activité générale, ce poste n'enregistre qu'une diminution de 1,83 % (- 0,556 M d'€). Il passe de 30,395 M d'€ en 2011 à 29,839 M d'€ en 2012 et les principales fluctuations concernent :

- le transfert des produits du Stade et du Pharo vers les Budgets Annexes (en 2011, le Budget Général avait constaté les produits du 1 <sup>er</sup> trimestre pour ces deux entités)	- 0,966 M d'€
- le produit des assurances	- 0,323 M d'€
- le produit des loyers du secteur privé	+ 0,313 M d'€
- le remboursement des piquets de sécurité mis en place par le BMP auprès d'organismes	+ 0,274 M d'€
- une nouvelle redevance R1 versée par GDF	+ 0,252 M d'€

### ► Les produits financiers

Ce poste passe de 2,859 M d'€ en 2011 à 2,315 M d'€ en 2012, soit une baisse de 19,03 % (- 0,544 M d'€) due notamment à la diminution du remboursement de la quote-part d'intérêts de la dette par la CU : - 0,593 M d'€.

### ► Les produits exceptionnels

La nature même de ces produits se traduit par une variation irrégulière de leurs résultats : + 15,68 % en 2012, soit + 0,215 M d'€, passant de 1,371 M d'€ en 2011 à 1,586 M d'€ en 2012.

### ► Les atténuations de charges

Le montant de ces recettes varie selon les réajustements de dépenses réalisés au cours de l'exercice. En 2012, il est de 0,888 M d'€ contre 0,948 M d'€ en 2011, soit une diminution de 6,43 % (- 0,060 M d'€).

## 2. L'ÉVOLUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### 2.1. Les dépenses d'investissement (hors dette bancaire, mouvements financiers et écriture d'échange)

Les dépenses réelles du Budget Principal s'élèvent cette année à 214,452 M d'€. Elles sont légèrement inférieures en volume au montant 2011 mais représentent un taux d'exécution avoisinant les 90 % contre 85 % pour l'exercice précédent.

	CA 2011	CA 2012	Variation
Subventions d'équipement	48,338	53,559	10,80 %
Dépenses directes	168,830	160,892	- 4,70 %
<b>TOTAL</b>	<b>217,168</b>	<b>214,451</b>	<b>- 1,25 %</b>

#### 2.1.1. Les opérations réelles

Il s'agit des dépenses programmées et non programmées.

#### ► Les dépenses programmées : 211,894 M d'€

Elles atteignent un taux de réalisation de 95 % et se répartissent ainsi :

- opérations à programmes annuels : 28,556 M d'€,
- opérations individualisées : 183,338 M d'€.

Le tableau suivant présente quelques exemples de réalisations en cours.

	Programmé 2012 (en M d'€)	Mandaté 2012 (en M d'€)	Taux d'exécution
Stade Tasso reconstruction et aménagement Maison des Sports	0,992	0,992	100 %
MP13 Musée d'Histoire restauration des navires antiques	0,563	0,563	100 %
MP13 Château Borély restauration définitive décors	1,905	1,905	100 %
Desserte pluviale du Vallon des Tuves	0,865	0,865	100 %
Recalibrage du ruisseau des Ayygalades pluvial	5,238	5,238	100 %
Création éclairage/installation de bâtiment modulaire-stade rugby Saint-Menet	0,586	0,586	100 %
MP13 Extension du Musée d'Histoire Port Antique	8,073	8,064	100 %
MP13 Rénovation de l'Opéra réfection façades et grilles	1,914	1,911	100 %
Maison des associations des Chutes-Lavie - Travaux	1,953	1,950	100 %
ANRU Convention pluriannuelle Saint-Paul	1,846	1,841	100 %
MP13 Palais Longchamp espaces publics façades	2,068	2,057	99 %
MP13 Palais Longchamp restauration Musée des Beaux-Arts façades	1,243	1,234	99 %
GPV Réalisation centre social et crèche L'Estaque	2,494	2,474	99 %
MP13 Aménagement Château Borély abords en Musée Arts Déco	4,635	4,585	99 %
COSSIM 3 Mistral sites BMP Plombières Strasbourg	1,422	1,406	99 %
Bureau Municipal de Proximité du Merlan restructuration études et travaux	0,512	0,505	99 %
ANRU extension restructuration crèche Belsunce	0,526	0,517	98 %
Modernisation du stade Roger-Lebert rue Jules-Rimet	1,513	1,484	98 %
Aides à la pierre construction de logements sociaux	4,040	3,962	98 %
Stade Vallier réaménagement requalification aires de jeux	0,991	0,971	98 %
MP13 Palais Longchamp restauration intérieure du Musée des Beaux-Arts	3,706	3,611	97 %
MP13 Musée Cantini PC sécurité façades menuiseries mise en accessibilité	1,927	1,864	97 %
Renouvellement du matériel BMPM 2012	4,757	4,576	96 %
Aménagement du bassin du Roucas-Blanc	0,943	0,904	96 %
MP13 Espace d'accueil environnemental du parc Borély	1,507	1,409	94 %
Aide à l'accession à la propriété chèque 1 <sup>er</sup> logement	2,851	2,636	92 %
Aides à la pierre construction logements sociaux	0,754	0,692	92 %
Groupe scolaire Pointe-Rouge création self restructuration locaux	0,611	0,549	90 %
Exploitation du parc mise en lumière du patrimoine	4,286	3,802	89 %
Vidéo-surveillance espaces urbains de l'hyper-centre 1 <sup>ère</sup> tranche	2,618	2,301	88 %
MP13 Palais du Pharo espace congrès	6,420	5,367	84 %
MP13 théâtre de la Minoterie relogement place Méditerranée	2,434	2,032	83 %

### ► Les dépenses non programmées : 2,559 M d'€

Comme chaque année, le poste le plus important est le versement de la dotation aux Mairies de Secteur (1,719 M d'€) auquel s'ajoutent diverses écritures de régularisation.

## 2.1.2. Les opérations patrimoniales : 63,412 M d'€

Ce sont des écritures d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement qui régularisent le bilan de la Ville : régularisation de nature comptable, régularisation des frais d'études et d'insertion pour permettre le recouvrement du FCTVA, intégration d'actifs dans le patrimoine municipal... Il s'agit d'écritures équilibrées en dépenses et recettes qui ne mouvementent pas de trésorerie.

## 2.2. Les recettes (hors mouvements financiers et écriture d'échange)

### 2.2.1. Les opérations réelles

	CA 2011	CA 2012	Variation
Subventions et divers	18,113	19,390	7,05 %
Emprunts	160,027	169,000	5,61 %
Autres recettes	29,782	28,781	- 3,36 %
Cessions	13,918	15,600	12,09 %
<b>TOTAL</b>	<b>221,840</b>	<b>232,771</b>	<b>4,93 %</b>

#### ► Les subventions

	CA 2010	CA 2011	CA 2012
État	5,735	9,917	6,028
Région	2,156	0,363	3,664
Département	2,009	1,884	3,411
Europe	0,000	0,948	0,000
Autres	4,194	3,364	3,486
<b>TOTAL</b>	<b>14,094</b>	<b>16,476</b>	<b>16,589</b>

Les subventions d'équipement sont en hausse légère cette année par rapport à l'exercice précédent. Ce volume s'explique par deux raisons :

- l'effet « Marseille-Provence 2013, Capitale Européenne de la Culture », qui a permis une augmentation des financements des autres collectivités,
- le retard accumulé par nos partenaires financiers dans le versement de recettes justifiées.

#### ► Les diverses recettes

Elles s'élèvent cette année à 2,801 M d'€ et sont constituées de reversement de « trop perçus » et de la poursuite du remboursement par le Budget Annexe des Pompes Funèbres du prix des caveaux du cimetière des Vaudrans.

#### ► Les emprunts

Le volume mobilisé cette année est de 169,000 M d'€. La politique de désendettement se poursuit puisque ce montant reste inférieur au capital remboursé (170,417 M d'€).

#### ► Les autres recettes

Il s'agit du FCTVA (20,310 M d'€) et du remboursement par la Communauté Urbaine de sa quote-part d'emprunt en capital (8,471 M d'€).

## ► Les cessions d'actifs

Le montant réel de recettes sur cessions en 2012 est de 15,600 M d'€, légèrement supérieur à l'année 2011 (13,918 M d'€).

### 2.2.2. Les opérations patrimoniales

Il s'agit de la contrepartie des écritures décrites en dépenses, soit 63,412 M d'€.

## 2.3. Les échanges immobiliers avec soulte

---

La gestion dynamique des actifs immobiliers de la Ville conduit parfois à intégrer des biens dans l'actif par voie d'échanges.

Lorsque la valeur des biens est inégale, ces échanges se font avec versement de soulte si le bien intégré est de valeur supérieure à celui sorti ou avec encaissement de soulte si le bien intégré est de valeur moindre. La soulte est constatée en dépense dans le volume des dépenses programmées. La recette est constatée comme une recette de cession.

L'écriture d'échange, d'un montant de 4,266 M d'€, décrit l'entrée et la sortie des biens dans le patrimoine. Il s'agit d'une écriture réelle qui ne mouvemente pas de trésorerie.

## 3. LA GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRÉSORERIE

---

### 3.1. La dette

---

#### 3.1.1. L'annuité de la dette

L'annuité brute de la dette bancaire s'élève à 225,590 M d'€ en 2012 contre 233,181 M d'€ en 2011, en diminution de 3,26 %. Cette annuité se répartit de la manière suivante :

	2011	2012	Variation
Amortissement	174,726	170,418	- 2,47 %
Intérêts	58,455	55,172	- 5,62 %
<b>TOTAL</b>	<b>233,181</b>	<b>225,590</b>	<b>- 3,26 %</b>

L'annuité nette s'élève à 215,404 M d'€, en diminution de 2,16 % par rapport à l'exercice 2011 où elle atteignait 220,149 M d'€.

L'annuité nette se détermine à partir de l'annuité brute après déduction des recettes affectées (remboursement de la Communauté Urbaine).

La Ville a également dû faire face à la révocation par Dexia de deux emprunts revolving pour un montant de 37,440 M d'€.

#### 3.1.2. La gestion de la dette

En 2012, la Ville a opté pour une diversification de ses sources de financement. En effet, face à la raréfaction des emprunts bancaires et par conséquent à l'augmentation de leur coût, la Ville a fait le choix du financement désintermédié.

Elle a ainsi réalisé une émission publique « stand alone » de 150 M d'€. Cette émission à taux fixe de 4 % et d'une durée de 10 ans a marqué avec succès le retour de la Ville sur le marché obligataire.

Par ailleurs, afin d'assurer le complément de financement du Budget Principal et des Budgets Annexes et pour faire face à la révocation des emprunts revolving de Dexia, la Ville a également souscrit des emprunts bancaires. Le stock de dette bancaire consolidée (Budget Principal + Budgets Annexes) est en légère augmentation en valeur nominale : il passe de 1 856,066 M d'€ au 31/12/2011 à 1 858,659 M d'€ au 31/12/2012.

Par ailleurs, le taux moyen de la dette s'établit à 3,20 % (contre 3,34 % en 2011). Cette baisse du taux moyen s'explique par la très forte diminution des taux en 2012, cependant, son impact demeure limité dans la mesure où les marges bancaires appliquées ont quant à elles connu une très forte hausse. La Ville est néanmoins parvenue à souscrire de nouveaux emprunts à des taux fixes compétitifs. La durée de vie moyenne de la dette s'établit à 6 ans et 10 mois.

Le coût de la dette en 2012 est nettement inférieur au taux moyen de marché de condition équivalente qui s'établit à 3,60 %.

*NB : Il faut bien considérer que la durée de vie moyenne mesure le temps pendant lequel le capital est réellement mis à la disposition de l'emprunteur, et prend en compte le rythme d'amortissement du capital.*

## 3.2. La trésorerie

---

Les dépenses inscrites au compte 6615 « intérêts des lignes de trésorerie » sont en diminution de 53,31 %, passant de 0,494 M d'€ à 0,231 M d'€. Cette baisse importante est due à la conjonction de plusieurs éléments.

En effet, le principal taux qui sert de base de calcul à l'utilisation des lignes de trésorerie, l'EONIA, a très fortement diminué entre 2011 et 2012.

De plus, l'encaissement des 150 M d'€ de l'émission obligataire dès le mois de juillet a conduit la Ville à un excédent de trésorerie, limitant dès lors le recours aux outils de gestion de trésorerie.

Le volume des lignes de trésorerie négociées avec les établissements financiers (Caisse d'Épargne et Société Générale) est de 55 M d'€ au 31 décembre 2012.

Le volume d'ouverture de crédit long terme s'établit à 51,650 M d'€ au 31 décembre de l'exercice, en forte diminution par rapport à l'exercice précédent en raison de la révocation des deux produits de Dexia.

## 3.3. Les frais et les produits financiers (comptes 668 et 768)

---

Le montant des frais financiers s'élève à 0,789 M d'€ en 2012 et celui des produits financiers à 0,193 M d'€.

Il s'agit pour la quasi totalité des frais et produits sur instruments de couverture liés à la gestion active de la dette.



## PARTIE 4 – LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES

### 1. LE SERVICE EXTÉRIEUR DES POMPES FUNÈBRES

#### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DES POMPES FUNÈBRES COMPTE ADMINISTRATIF 2012

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2012	Résultats 2011	Évolution 2011/2012
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	0,613	0,000			
Opérations d'ordre	0,054	0,425			
<b>S/total exercice</b>	<b>0,667</b>	<b>0,425</b>	<b>-0,242</b>	<b>-0,247</b>	<b>0,005</b>
Résultat reporté		0,254	0,254	0,501	-0,247
<b>TOTAL</b>	<b>0,667</b>	<b>0,679</b>	<b>0,012</b>	<b>0,254</b>	<b>-0,242</b>
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	5,456	5,487			
Opérations d'ordre	0,425	0,054			
<b>S/total exercice</b>	<b>5,881</b>	<b>5,541</b>	<b>-0,340</b>	<b>-0,005</b>	<b>-0,335</b>
Résultat reporté		0,727	0,727	0,732	-0,005
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>5,881</b>	<b>6,268</b>	<b>0,387</b>	<b>0,727</b>	<b>-0,340</b>
Restes à réaliser	0,241		-0,241	-0,126	-0,115
<b>TOTAL</b>	<b>6,122</b>	<b>6,268</b>	<b>0,146</b>	<b>0,601</b>	<b>-0,455</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,158</b>	<b>0,855</b>	<b>-0,697</b>

Le résultat cumulé de ce Budget Annexe affiche une diminution de 0,697 M d'€, soit - 81,52 %, au regard de l'exercice précédent. Les deux sections (investissement et exploitation) de ce budget sont néanmoins excédentaires. Sur la section d'exploitation, le taux de réalisation des dépenses réelles est de 89,26 % contre 84,63 % pour les recettes réelles.

Cette section enregistre les évolutions suivantes :

⇒ **les recettes d'exploitation** (en mouvements réels) affichent une faible diminution de - 0,044 M d'€ (soit - 0,80 %) essentiellement du fait des produits d'exploitation dont le taux de réalisation s'établit à 95,49 % contre 98,97 % en 2011.

La diminution est sensible sur les ventes de marchandises funéraires et convois (- 0,393 M d'€), elle est en partie compensée par l'augmentation des opérations funéraires (+0,283 M d'€) et dans une moindre mesure par les ventes de caveaux (+ 0,064 M d'€),

⇒ **les dépenses d'exploitation** (en mouvements réels) diminuent de façon plus importante avec une variation de - 0,135 M d'€ (soit - 2,41 %). Cette évolution témoigne des efforts de gestion du service, d'autant que le processus de remboursement des caveaux livrés dans le cadre de l'opération d'extension du cimetière des Vaudrans (et préfinancés par le Budget Principal) s'est poursuivi en 2012, ce reversement étant intervenu à hauteur de 0,300 M d'€.

La baisse du résultat de cette section est donc majoritairement liée aux mouvements d'ordre.

S'agissant de la section d'investissement, elle demeure légèrement excédentaire (0,012 M d'€) malgré la progression significative des dépenses en mouvements réels (0,420 M d'€) pour les travaux d'entretien de rénovation du funérarium.

Pour les principaux postes, les dépenses retracées comportent des frais de remboursement d'un emprunt ( 0,089 M d'€), des dépenses de travaux de construction/rénovation (0,493 M d'€ pour le funérarium), du matériel de transport (0,029 M d'€).

## 2. LE PALAIS OMNISPORTS MARSEILLE GRAND-EST

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU PALAIS OMNISPORTS MARSEILLE GRAND-EST COMpte ADMINISTRATIF 2012

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2012	Résultats 2011	Évolution 2011/2012
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	1,039	1,500			
Opération d'ordre		1,353			
Opérations patrimoniales	0,674	0,674			
<b>S/total exercice</b>	<b>1,713</b>	<b>3,527</b>	<b>1,814</b>	<b>-1,007</b>	<b>2,821</b>
Résultat reporté	1,408		-1,408	-0,401	-1,007
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>3,121</b>	<b>3,527</b>	<b>0,406</b>	<b>-1,408</b>	<b>1,814</b>
Restes à réaliser				1,408	-1,408
<b>TOTAL</b>	<b>3,121</b>	<b>3,527</b>	<b>0,406</b>	<b>0,000</b>	<b>0,406</b>
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	2,701	4,289			
Opérations d'ordre	1,353				
<b>S/total exercice</b>	<b>4,054</b>	<b>4,289</b>	<b>0,235</b>	<b>0,182</b>	<b>0,053</b>
Résultat reporté		0,203	0,203	0,021	0,182
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>4,054</b>	<b>4,492</b>	<b>0,438</b>	<b>0,203</b>	<b>0,235</b>
Restes à réaliser	0,438		-0,438	-0,137	-0,301
<b>TOTAL</b>	<b>4,492</b>	<b>4,492</b>	<b>0,000</b>	<b>0,066</b>	<b>-0,066</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,406</b>	<b>0,066</b>	<b>0,340</b>

Cet équipement a été ouvert au public à la mi décembre 2009. L'exercice 2012 retrace la troisième année complète d'exploitation.

Sur la section d'exploitation, le taux de réalisation des dépenses réelles est de 80,33 % contre 86,42 % en 2011.

⇒ **Les dépenses d'exploitation** (en mouvements réels) diminuent de 16,97 %, soit - 0,552 M d'€ au regard de 2011, dont notamment une variation de - 19,54 % pour les charges à caractère général, - 8,78 % pour les frais de personnel (du délégataire) et - 14,94 % pour les charges financières.

⇒ **Les recettes d'exploitation** (en mouvements réels) sont globalement en progression de + 5,46 % soit + 0,222 M d'€. Hors subvention du Budget Principal, cette évolution est également à la hausse, soit + 4,52 % pour les produits d'exploitation *stricto sensu*.

Compte tenu de ces évolutions, la subvention prévisionnelle du Budget Principal n'a pas été exécutée en totalité (taux d'exécution de 84,59 % au regard de l'alloué).

En dépenses d'investissement (en mouvements réels) figurent l'annuité d'emprunt afférent à la construction du bâtiment (0,786 M d'€), ainsi que des frais relatifs aux bâtiments et terrains (0,253 M d'€).

### 3. LE STADE VÉLODROME

**BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU STADE VÉLODROME  
COMPTE ADMINISTRATIF 2012**

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2012	Résultats 2011	Évolution 2011/2012
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	40,843	23,471			
Opération d'ordre					
Opérations patrimoniales					
<b>S/total exercice</b>	<b>40,843</b>	<b>23,471</b>	<b>-17,372</b>	<b>8,402</b>	<b>-25,774</b>
Résultat reporté		8,402	8,402		8,402
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>40,843</b>	<b>31,873</b>	<b>-8,970</b>	<b>8,402</b>	<b>-17,372</b>
Restes à réaliser		8,355	8,355		8,355
<b>TOTAL</b>	<b>40,843</b>	<b>40,228</b>	<b>-0,615</b>	<b>8,402</b>	<b>-9,017</b>
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	3,096	3,681			
Opérations d'ordre					
<b>S/total exercice</b>	<b>3,096</b>	<b>3,681</b>	<b>0,585</b>	<b>0,041</b>	<b>0,544</b>
Résultat reporté		0,041	0,041		0,041
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>3,096</b>	<b>3,722</b>	<b>0,626</b>	<b>0,041</b>	<b>0,585</b>
Restes à réaliser	0,011		-0,011	-0,037	0,026
<b>TOTAL</b>	<b>3,107</b>	<b>3,722</b>	<b>0,615</b>	<b>0,004</b>	<b>0,611</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,000</b>	<b>8,406</b>	<b>-8,406</b>

C'est le deuxième exercice d'exécution pour ce Budget Annexe créé en avril 2011. Sur la section d'exploitation, le taux de réalisation des dépenses réelles est de 76,34 % contre 84,60 % en 2011.

⇒ **Les dépenses d'exploitation** (en mouvements réels) progressent fortement (+ 1,325 M d'€) du fait des charges financières (+ 1,955 M d'€) qui impactent pour la première fois ce budget.

Les autres postes de cette section sont en diminution, notamment les charges à caractère général soit - 48, 51% (- 0,591 M d'€) du fait du changement de mode opératoire du contrat d'achat d'espaces au club résident mais également par l'effet de la prise en charge de frais d'entretien et de maintenance afférents à l'équipement par l'opérateur privé du Partenariat Public Privé (PPP).

Les frais de personnel diminuent également de - 7,34 % (- 0,041 M d'€).

En 2012, les charges à caractère général constituent 20,25 % des dépenses, les frais de personnel 16,59 % et les frais financiers 63,17 %.

⇒ **Les recettes d'exploitation** (en mouvements réels) augmentent fortement (+ 1,869 M d'€), mais cette évolution est liée à la seule subvention d'équilibre (3,624 M d'€ mandatés en 2012 contre 0,504 M d'€ en 2011).

Le volume de cette subvention est conditionné par les dépenses réalisées mais également par le loyer du stade pour le club résident durant la période de travaux limité à 0,050 M d'€. Le taux global d'exécution des recettes (mouvements réels) est de 90,77 %.

⇒ **La section d'investissement** (en mouvements réels) comporte pour l'essentiel en dépenses la part de financement du PPP soit 39,758 M d'€ ainsi que l'annuité d'emprunt de 0,615 M d'€ et en recette les contributions (23,471 M d'€) des partenaires institutionnels.

## 4. LES ESPACES ÉVÈNEMENTIELS

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DES ESPACES ÉVÈNEMENTIELS COMPTE ADMINISTRATIF 2012

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2012	Résultats 2011	Évolution 2011/2012
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	5,367	4,000			
Opération d'ordre	0,007	0,036			
Opérations patrimoniales		0,007			
<b>S/total exercice</b>	<b>5,374</b>	<b>4,043</b>	<b>-1,331</b>	<b>-0,660</b>	<b>-0,671</b>
Résultat reporté	0,660		-0,660		-0,660
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>6,034</b>	<b>4,043</b>	<b>-1,991</b>	<b>-0,660</b>	<b>-1,331</b>
Restes à réaliser		1,991	1,991	0,660	1,331
<b>TOTAL</b>	<b>6,034</b>	<b>6,034</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>	<b>0,000</b>
<b>EXPLOITATION</b>					
Opérations réelles	1,016	0,717			
Opérations d'ordre	0,036				
<b>S/total exercice</b>	<b>1,052</b>	<b>0,717</b>	<b>-0,335</b>	<b>0,460</b>	<b>-0,795</b>
Résultat reporté		0,460	0,460		0,460
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>1,052</b>	<b>1,177</b>	<b>0,125</b>	<b>0,460</b>	<b>-0,335</b>
Restes à réaliser	0,121		-0,121	-0,014	-0,107
<b>TOTAL</b>	<b>1,173</b>	<b>1,177</b>	<b>0,004</b>	<b>0,446</b>	<b>-0,442</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>0,004</b>	<b>0,446</b>	<b>-0,442</b>

C'est le deuxième exercice d'exécution pour ce Budget Annexe créé en avril 201.

La section d'exploitation présente un léger excédent à hauteur de 0,004 M d'€ en dépit des travaux ayant impacté l'équipement et alors même que la subvention prévisionnelle du budget principal n'a pas été exécutée.

⇒ **Les dépenses d'exploitation** (en mouvements réels) sont quasi constantes avec une évolution de - 0,29%. Le taux global d'exécution des dépenses (mouvements réels) est de 75,39 % contre 86,53 % en 2011, certaines dépenses planifiées liées aux espaces locatifs ont été différées compte tenu de l'opération de réaménagement du bâtiment du Pharo.

⇒ **Les recettes d'exploitation** (en mouvements réels) diminuent significativement, de - 51,52 %, mais cette évolution est logique compte tenu de l'exploitation réduite des espaces locatifs avec l'emprise du chantier.

Le taux global d'exécution des recettes (mouvements réels) hors subvention d'équilibre est de 123,69 %. La subvention prévisionnelle du budget principal (0,559 M d'€ HT au budget primitif 2012) n'a donc pas été exécutée.

Les revenus locatifs des salles du Pharo ont représenté 83,78 % des recettes d'exploitation.

⇒ **La section d'investissement** comporte essentiellement en dépenses les frais de construction et d'aménagement des bâtiments liés à l'opération de restructuration des espaces du Pharo (5,374 M d'€).

## 5. LE PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI

### BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET ANNEXE DU PÔLE MÉDIA DE LA BELLE-DE-MAI COMPTE ADMINISTRATIF 2012

	DÉPENSES	RECETTES	Résultats 2012	Résultats 2011	Évolution 2011/2012
<b>INVESTISSEMENT</b>					
Opérations réelles	0,017	0,004			
Opérations d'ordre	0,921	1,043			
<b>S/total exercice</b>	<b>0,938</b>	<b>1,047</b>	<b>0,109</b>	<b>0,166</b>	<b>-0,057</b>
Résultat reporté		2,380	2,380	2,214	0,166
<b>TOTAL</b>	<b>0,938</b>	<b>3,427</b>	<b>2,489</b>	<b>2,380</b>	<b>0,109</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>					
Opérations réelles	1,514	2,422			
Opérations d'ordre	1,043	0,921			
<b>S/total exercice</b>	<b>2,557</b>	<b>3,343</b>	<b>0,786</b>	<b>0,255</b>	<b>0,531</b>
Résultat reporté		0,384	0,384	0,130	0,254
<b>S/total avant restes à réaliser</b>	<b>2,557</b>	<b>3,727</b>	<b>1,170</b>	<b>0,384</b>	<b>0,786</b>
Restes à réaliser	0,062		-0,062		-0,062
<b>TOTAL</b>	<b>2,619</b>	<b>3,727</b>	<b>1,108</b>	<b>0,384</b>	<b>0,724</b>
<b>TOTAL CUMULE</b>			<b>3,597</b>	<b>2,764</b>	<b>0,833</b>

Globalement le résultat cumulé du budget annexe du Pôle Média progresse de 0,833 M d'€, soit 30,14 %, au regard de l'exercice précédent.

Cette évolution est significative en section de fonctionnement, excédentaire à hauteur de 1,108 M d'€.

⇒ **Les dépenses de fonctionnement** (en mouvements réels) ont augmenté de 116 % (+ 0,150 M d'€). À l'instar de l'exercice précédent, les principaux postes demeurent en relation avec la gestion des bâtiments : la ligne de gardiennage représente 29,41 % des frais, l'entretien et la maintenance 21,10 %, la taxe foncière 13,92 %, le chauffage urbain 8,03 % et les fluides 13,37 %.

Le taux global d'exécution des dépenses (en mouvements réels) est de 73,30 %.

⇒ **Les recettes de fonctionnement** (en mouvements réels) progressent fortement ; il s'agit des recettes liées aux revenus des immeubles qui évoluent de 36,87 %, soit + 0,653 M d'€. Le taux global d'exécution du budget est de 110,71 %, une forte évolution qui résulte pour partie des régularisations liées au changement de prestataire (solde de recettes) concernant la gestion du Pôle Média, un nouveau contrat ayant débuté au mois de mai 2012.

⇒ **La section d'investissement** est de nouveau excédentaire (2,489 M d'€) avec une évolution de 4,58 % au regard de l'exercice 2011.

En investissement, la section comporte peu de mouvements réels, hors les dépôts de garantie des locataires du pôle.



## Conclusion

*La Municipalité a maintenu en 2012 une politique volontariste privilégiant l'investissement porteur de développement et d'attractivité pour Marseille, tout en garantissant les grands équilibres financiers (stabilisation de l'endettement et de la fiscalité directe locale).*

*Cette stratégie, reconnue par les agences de notation, a permis à la Ville de revenir avec succès sur les marchés obligataires.*

